

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 24 janvier 2019
(Convocation du 18 janvier 2019)

Aujourd'hui, le vingt-quatre janvier deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET et Dominique DEGOS

Messieurs Thierry CARRERE, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Conventions / Biodiversité - Convention avec CDC Biodiversité pour la contribution, par le programme Nature 2050, au financement des travaux de restauration de la continuité écologique sur des seuils de l'Institution Adour sur le gage de Pau

Exposé des motifs :

L'Institution Adour prévoit la réalisation de travaux de restauration de la continuité écologique sur plusieurs de ses seuils sur le gage de Pau (de l'aval vers l'amont : Denguin, Lescar, Meillon, Narcastet, Baudreix, Mirepeix et poste de Nay). Les travaux seront réalisés sur la période 2019-2021, pour un coût total estimé d'environ 3,5 millions d'euros TTC. Les aides publiques qui seront sollicitées (en particulier agence de l'eau Adour-Garonne et FEDER), ne pourront pas dépasser 80% des dépenses.

Dans le contexte de tension budgétaire pour les collectivités locales, l'Institution Adour cherche à collecter des contributions privées au travers du programme national « Nature 2050 » porté par CDC Biodiversité.

Pour bénéficier des contributions transitant par « Nature 2050 », l'Institution Adour doit signer une convention avec la Société CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts, dédiée à l'action pour la biodiversité. La convention définit les conditions dans lesquelles l'Institution Adour mettra en œuvre des projets éligibles au programme Nature 2050 (en particulier dans le domaine de la restauration de la biodiversité et des continuités écologiques, ainsi que dans le domaine de l'adaptation au changement climatique), et sera financée, pour cela, par CDC Biodiversité dans le cadre de ce programme. La convention fixe également les obligations respectives de l'Institution Adour (réalisation des travaux ; suivi et pérennité de l'action ; utilisation éventuelle des sites pour la recherche ; rapportage et communication) et de CDC Biodiversité (information sur Nature 2050 ; mise en œuvre de Nature 2050 ; aspects financiers). La convention prend effet à la date de sa signature, et s'achève au 31 décembre 2050.

La proposition de convention a été établie sur la base d'un modèle générique entre la CDC Biodiversité et un opérateur du programme Nature 2050, et a fait l'objet d'échanges entre les services de l'Institution Adour et ceux de CDC Biodiversité, et d'adaptations pour la prise en compte des



spécificités des actions de l'Institution Adour. D'ultimes négociations ont permis de corriger les points ayant soulevé les interrogations des administrateurs lors du comité syndical de décembre 2018, Ainsi l'article 4, relatif aux aspects financiers, limite la rémunération de la CDC Biodiversité aux sommes collectées auprès d'entreprises privées.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec la CDC Biodiversité pour la contribution, par le programme Nature 2050, au financement d'opérations de l'Institution Adour dans le domaine de la restauration de la biodiversité et des continuités écologiques ainsi que dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, dont les travaux de restauration de la continuité écologique sur des seuils de l'Institution Adour sur le gave de Pau
- D'autoriser le Président à signer la convention telle qu'annexée et l'ensemble des documents y afférant

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 24 janvier 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Paul CARRERE

CONVENTION DE PRESTATION

– NATURE 2050 –

Pour la mise en œuvre d'une action éligible au programme Nature 2050

Entre

L'Institution Adour, établissement public territorial de bassin (EPTB) de l'Adour, syndicat mixte ouvert, dont le siège est sis 38 rue Victor Hugo, 40025 MONT-DE-MARSAN, référencée au répertoire SIRENE sous le numéro SIRET 25400226400060, représentée par Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération n° 05/2019 du comité syndical en date du 24 janvier 2019

Ci-après désigné(e) : « **L'opérateur** »

Et

La Société CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des Dépôts, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 17.475.000 euros, dont le siège social est sis au 102, rue Réaumur, 75002 PARIS, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro unique 501 639 587, représentée par Monsieur Marc ABADIE, dûment habilité à l'effet des présentes en sa qualité de Président

Ci-après désignée : « **CDC Biodiversité** »

Ci-après collectivement dénommées les **Parties** et individuellement une/la **Partie**.

Préambule

Nature 2050 est le premier programme d'application concrète de l'Accord de Paris sur le Climat (COP21) à l'ensemble des territoires naturels, agricoles et forestiers français. Il vise à restaurer la Biodiversité de ces territoires et à favoriser leur adaptation au changement climatique. Il s'inscrit dans le plan national d'action pour le changement climatique.

En effet, climat et biodiversité sont intimement liés. D'une part, dans l'hypothèse où l'humanité parviendrait à limiter entre 1,5 et 2° la hausse des températures, cette hausse aura des conséquences considérables sur les espaces naturels, agricoles et forestiers, qui viendront s'ajouter aux autres causes d'érosion de la biodiversité. Il s'agit donc, à côté des actions de réduction des gaz à effet de serre, d'aider les territoires à s'adapter au changement désormais très probable. Il s'agit aussi d'agir sans tarder car ce changement va imposer en quelques décennies aux systèmes naturels une évolution qu'ils accomplissent habituellement en quelques millénaires. D'autre part, l'Accord de Paris sur le Climat (COP21) fixe l'objectif de réduire les émissions au niveau des capacités de la biosphère à les absorber. Or cette capacité d'absorption dépend beaucoup de l'état de la biodiversité.

Ainsi, agir dès à présent pour restaurer la biodiversité des systèmes agricoles, naturels et forestiers et favoriser leur adaptation au changement climatique est nécessaire pour maintenir ces systèmes en état de délivrer les services qu'ils rendent à l'humanité, dont l'absorption du CO₂, et pour réduire les risques naturels liés à ce changement.



Nature 2050 est conduit par CDC Biodiversité, filiale de la Caisse des la biodiversité qui agira jusqu'en 2050 sur des espaces sélectionnés dans le cadre du programme. Cette durée correspond au pas de temps nécessaire pour obtenir des résultats pérennes en matière écologique.

Le programme Nature 2050 est mis en œuvre en partenariat avec le Muséum National d'Histoire Naturelle et de grandes associations de protection de la nature. Il bénéficie du soutien de personnalités scientifiques. Il sera conduit en s'inscrivant dans les projets de territoires en partenariat avec les acteurs locaux. Le financement de Nature 2050 est proposé sur une base volontaire à des acteurs économiques qui souhaitent exprimer leur engagement environnemental, compte tenu des moyens financiers nécessaires pour atteindre les objectifs.

Le présent contrat est passé entre un opérateur qui souhaite contribuer à cette action en s'inscrivant lui-même dans les objectifs de Nature 2050 et CDC Biodiversité. L'opérateur souhaite contribuer à la mise en œuvre du programme, et cela dans les conditions fixées par la présente convention.

Ceci étant précisé :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention définit les Conditions dans lesquelles **l'opérateur** mettra en œuvre le projet éligible au programme Nature 2050, et pour cela sera financée par CDC Biodiversité dans le cadre de ce programme.

ARTICLE 2 – LE PROJET

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin (ETPB) de l'Adour, conduit divers projets afférents à la gestion du grand cycle de l'eau.

Elle agit principalement dans la gouvernance de l'eau à l'échelle des grands bassins : coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations ; mise en cohérence des maîtrises d'ouvrage sur le grand cycle de l'eau ; élaboration de projets d'aménagement d'intérêt commun ; observatoire de l'eau, mission support pour le dimensionnement et la conduite des autres missions.

Elle intervient également, en qualité de chef de file ou de maître d'ouvrage, à la mise en œuvre des orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux : élaboration, portage et mise en œuvre des outils de gestion intégrée ; gestion de la biodiversité, en particulier pour des espèces ou des espaces d'intérêt majeur ; accompagnement de l'évolution des usages de territoires vers des pratiques plus durables ou mieux adaptées aux contraintes ; gestion et protection des milieux aquatiques ; gestion quantitative de la ressource en eau ; gestion des risques fluviaux, ; gestion qualitative de la ressource en eau ; actions pédagogiques et de communication sur les questions de la biodiversité, des usages des territoires, etc., et partenariat avec les organismes scientifiques et de recherche

Dans le domaine de la préservation de la biodiversité, tant au niveau des espèces qu'à celui des habitats, l'Institution Adour intervient, entre autres, dans la gestion des poissons migrateurs amphihalins (également dits « diadromes »). Ceci inclut la restauration de la continuité écologique aquatique ; cette continuité est, en effet, indispensable à la pérennité de ces espèces dont le cycle de vie nécessite le passage entre des habitats continentaux et des habitats marins, habitats envers lesquels ces espèces ont des exigences caractéristiques en termes de quantité et qualité d'eau, de substrat, etc. Certains des cours d'eau du bassin de l'Adour, parmi lesquels le gave de Pau, constituent des territoires à enjeu majeur pour ces espèces diadromes, non seulement au temps présent, mais également à moyen et long terme : les caractéristiques de ces cours d'eau (qualité d'eau, débit), facteurs favorables à la restauration durable des populations de ces espèces, se conjuguent à la proximité avec le massif pyrénéen, un atout fort pour le maintien de ces populations diadromes, parmi les plus méridionales d'Europe, face au changement climatique global. Le cas



spécifique du projet de l'Institution Adour de restaurer la continuité écologique et de sa responsabilité sur le gave de Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques est présenté en annexe.

Dans le domaine de l'adaptation des territoires au changement climatique, l'EPTB porte, entre autres, l'étude prospective « Adour 2050 », démarche innovante qui a pour objectif d'envisager les impacts des changements globaux sur l'eau et les milieux aquatiques des bassins de l'Adour et des côtières basques à l'horizon 2050, puis de dégager les actions d'adaptation les plus pertinentes. Deux constats sont à l'origine de cette démarche : la vulnérabilité de la ressource en eau face aux changements climatiques à l'œuvre dans le Sud-Ouest de la France (augmentation des températures, modification du régime des précipitations, recrudescence des phénomènes extrêmes, etc.) et la nécessité d'anticiper son évolution pour mieux aménager et s'adapter. L'ambition d'« Adour 2050 » est de donner aux décideurs les moyens de comprendre les impacts présents et futurs des changements climatiques et des évolutions socio-économiques sur les différentes composantes de la ressource en eau des bassins de l'Adour et des côtières basques, et de les orienter vers les actions d'adaptation les plus pertinentes et à les prémunir contre les pièges de la « mal-adaptation ».

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'OPERATEUR

3.1. Obligation en termes de réalisation des travaux, de suivi et de pérennité de l'action

L'opérateur s'oblige à porter et promouvoir une politique globale et des actions visant à permettre à l'ensemble des migrateurs de parvenir sur des habitats fonctionnels et faciliter, à court terme, l'accès à des habitats de reproduction et croissance pour le saumon atlantique et pour la grande alose ainsi que pour la lamproie marine couvrant environ 220 hectares au total.

À cet effet, l'opérateur s'engage à :

- conduire un programme de travaux sur une partie du lit de cours d'eau défini et localisé en Annexe 1 et 2, conformément à l'article 2, et ci-après désigné « Surfaces »
- maintenir sur ces Surfaces la vocation écologique jusqu'en 2050 conformément à la doctrine du programme Nature 2050.
- ne mener aucune action et à ne consentir aucun droit à des tiers, de quelque nature que ce soit, qui irait à l'encontre des objectifs du projet ou susceptible de contrarier sa réalisation, sauf obligation légale contraire. Il tâche dans ce cas de prendre toute disposition pour en limiter les effets ;
- assurer la surveillance des Surfaces objet des présentes et à signaler dans les meilleurs délais à CDC Biodiversité tout risque ou dommage ;
- transmettre à CDC Biodiversité des informations sincères sur l'avancement du programme
- transmettre à CDC Biodiversité tous les justificatifs permettant d'expliquer tout retard prévisionnel d'exécution qui pourrait, d'une manière ou d'une autre, être préjudiciable au projet ;
- faciliter l'accès aux Surfaces aux représentants et personnels CDC Biodiversité, aux partenaires du programme Nature 2050, ou toute personne mandatée par elle et sous sa responsabilité.

3.2. Obligations en termes d'utilisation des sites pour la recherche

L'opérateur s'engage à mettre à disposition les Surfaces concernées à CDC Biodiversité ou toute personne ou organisation mandatée par eux pour toute étude relative aux changements climatiques et à l'adaptation des territoires.

3.3. Obligations en termes de reporting et de communication

L'opérateur fournira une fiche descriptive du projet, conformément au modèle transmis par CDC Biodiversité.



L'opérateur réalisera chaque année un reporting jusqu'en 2050. L'opérateur de valorisation du projet pour la communication dans le cadre du programme Nature 2050 (site internet, newsletter, rapport annuel...). L'ensemble de ces éléments seront transmis à CDC Biodiversité avant le 15 février de chaque année jusqu'en 2050.

Ils comprendront une évaluation des résultats de l'action au regard des objectifs poursuivis dans le cadre du programme Nature 2050 sur les enjeux biodiversité, climat, et plus largement sociaux, environnementaux, et économiques, sur la base d'indicateurs définis conjointement entre les deux Parties.

L'opérateur s'engage à se rendre disponible pour une intervention d'une journée par an entre 2019 et 2021 pour la présentation du projet à l'occasion de divers événements de promotion de Nature 2050.

L'opérateur s'engage à organiser une visite du site sur la période 2019-2021 pour les Participants et partenaires invités au titre de leur contribution au programme Nature 2050.

3.4. Aspects financiers

Si au cours de la vie du projet bénéficiant de l'aide de Nature 2050, certaines des actions et aménagements portées par l'opérateur, telles que décrites dans l'annexe aux présentes, conduisent à équiper et valoriser en hydroélectricité les dits seuils concernés par le projet, cette dernière s'engage à :

- rembourser à CDC Biodiversité la totalité de la contribution apportée par Nature 2050 depuis le début du projet. CDC Biodiversité étant tenu à la même clause de remboursement auprès des contributeurs financiers au projet via Nature 2050, il est donc nécessaire que l'opérateur en soit tenu à une clause similaire.
- verser une pénalité à CDC Biodiversité à hauteur de 10% de la contribution totale apportée par Nature 2050 depuis le début du projet. Cette pénalité vise à couvrir une partie des frais déjà engagés par CDC Biodiversité dans le pilotage du programme Nature 2050, le suivi et l'animation du projet ainsi que sur les temps passés de ses salariés sur le projet.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DE CDC BIODIVERSITE

4.1. Information sur Nature 2050

CDC Biodiversité fournit des informations sincères sur l'avancement du programme Nature 2050.

4.2. Mise en œuvre de Nature 2050

CDC Biodiversité s'engage à financer le projet visant à permettre à l'ensemble des migrateurs de parvenir sur des habitats fonctionnels et faciliter, à court terme, l'accès à des habitats de reproduction et croissance pour le saumon atlantique, pour la grande alose ainsi que pour la lamproie marine, tel que convenu dans l'article 2 ainsi qu'à citer l'action de l'opérateur du projet dans les outils de communication du programme Nature 2050.

4.3. Aspects financiers

La contribution de Nature 2050, versée à l'opérateur, s'élève à un maximum de 700.000 euros TTC.

Les versements seront réalisés comme suit.

1) Le premier versement sera effectué en 2019 à hauteur du montant total TTC des contributions des organismes représentatifs du monde de la pêche de loisir (en particulier la Fédération nationale pour la pêche en France, des Fédérations départementales pour la pêche et la protection du milieu aquatique), de la pêche professionnelle maritime (en particulier, le comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins des Pyrénées-Atlantiques et des Landes) et de la pêche professionnelle en eau douce (en particulier, l'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels du bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers), telles que collectées par CDC Biodiversité cette même année.



Le versement sera effectué à réception d'une facture/appe l de fonds lancement du projet bénéficiant de l'aide de Nature 2050.

2) Les versements suivants se feront annuellement sur les années 2020, 2021 et 2022. Le montant de chacun de ces versements équivaudra aux parts suivantes des contributions que CDC Biodiversité aura pu mobiliser chaque année pour le projet :

- 100 % du montant des contributions des organismes représentatifs de la pêche de loisir ou de la pêche professionnelle, tels que ceux signalés au 1) du présent article ;
- 100% du montant des contributions des collectivités territoriales ;
- 80% du montant des contributions des autres acteurs (entreprises, etc.). Les 20% restants seront retenus par CDC Biodiversité afin de couvrir, en partie, ses frais de pilotage du programme Nature 2050, de suivi et d'animation du projet ainsi que les temps passés de ses salariés sur le projet.

Ces versements seront effectués à réception de factures/appe ls de fonds émis par l'opérateur, au fur et à mesure de la réalisation du projet bénéficiant de l'aide de Nature 2050.

ARTICLE 5 – DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour s'achever au 31 décembre 2050.

ARTICLE 6 – FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue pour responsable vis à vis de l'autre Partie de la non-exécution ou des retards dans l'exécution d'une de ses obligations au titre de la convention qui seraient dus à un cas de force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil. En cas de force majeure, chaque Partie renonce à réclamer tous dommages et intérêts à l'autre Partie. Le cas de force majeure ne s'applique pas aux événements couverts par les assurances, mentionnés à l'article 12.

Chaque Partie devra notifier immédiatement à l'autre Partie l'existence du cas de force majeure, son évaluation au mieux de la nature et de la durée du cas de force majeure et les mesures qu'elle prend ou prévoit de prendre pour remédier à cette situation ou en réduire les conséquences.

Pendant toute la durée du cas de force majeure, la Partie concernée fera tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir pour rétablir la situation ou en réduire les effets.

Le cas de force majeure suspend les obligations de la Partie concernée pendant le temps où jouera la force majeure. Les obligations contractuelles reprennent dès que la force majeure cesse.

Si l'exécution de la convention est substantiellement empêchée ou retardée pendant une période consécutive excédant quinze (15) jours par suite d'un événement de force majeure, les Parties tentent de mettre en place une solution mutuellement satisfaisante.

A défaut de trouver une telle solution dans un délai de soixante (60) jours à compter de la survenance de l'événement de force majeure, l'une ou l'autre des Parties peut résoudre ou résilier la convention de plein droit et sans formalité judiciaire par notification écrite adressée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 - RESILIATION

7.1. Résiliation pour faute

Si l'opérateur n'a pas engagé son intervention dans les conditions prévues à l'article 3, CDC Biodiversité peut, après une mise en demeure et un préavis de deux mois notifié par courrier recommandé avec avis de réception, résilier la présente convention dans les conditions suivantes à l'article 8.3.

Si CDC Biodiversité ne respecte pas ses obligations prévues à l'article 4.2, l'opérateur peut, après une mise en demeure et un préavis de deux mois notifié par courrier recommandé avec avis de



réception, résilier la présente convention. Dans ce cas, l'opérateur actions prévues au titre des sommes déjà versées.

7.2. Résiliation pour impossibilité de l'opérateur d'agir

Si l'opérateur n'est plus en situation de mettre en œuvre le programme Nature 2050, notamment s'il n'est plus gestionnaire de la réserve, la convention est automatiquement résiliée. CDC Biodiversité proposera au nouveau gestionnaire de poursuivre l'action.

7.3. Effets de la résiliation

Les sommes versées à la date de résiliation restent acquises à l'opérateur. L'opérateur reste engagé pour effectuer les actions prévues au titre des montants versés.

ARTICLE 8 - LITIGES

La Convention est régie par la loi française.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la Convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

9.1. Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quel qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.2. Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.3. Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

9.4. Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae* ; en conséquence, aucune des Parties ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

9.5. Élection de domicile

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la Convention.



Fait à Paris, le **03 MAI 2019**

En deux exemplaires

Pour l'Institution Adour

Paul CARRERE
Président

Pour CDC Biodiversité

Marc ABADIE
Président



ANNEXES

Annexe 1. Présentation d'un exemple de projet de l'Institution Adour : la restauration de la continuité écologique sur des seuils relevant de sa responsabilité sur le gave de Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques

Le maintien et le développement des populations de migrateurs sur le bassin imposent de rétablir la « continuité écologique » afin de faciliter l'accès des espèces à leurs habitats les plus fonctionnels. Cette continuité peut être fortement perturbée par des ouvrages construits par l'homme dans les cours d'eau. Sur le gave de Pau, des obstacles perturbent les déplacements des migrateurs. Les seuils de stabilisation du lit du Gave et les barrages des centrales hydroélectrique constituent les principaux freins à la restauration des populations en ne permettant qu'à une fraction des individus de passer en amont ou en retardant les déplacements. Les centrales hydroélectriques exercent également des impacts sur la migration de descente en provoquant des mortalités d'une fraction des juvéniles de saumon ou des anguilles adultes lors de leur dévalaison vers la mer.

Aujourd'hui, dans la partie aval et moyenne du gave de Pau, 12 ouvrages posent des soucis majeurs à la migration de montée, dont 7 seuils relevant de la responsabilité de l'Institution Adour (de l'aval vers l'amont, les seuils de Denguin, Lescar, Meillon, Narcastet, Baudreix, Mirepeix et Nay). Les seuils de stabilisation ont été construits par l'Institution Adour dans les années 1980 et 1990, pour freiner l'enfoncement du lit consécutif à une longue période d'extractions de matériaux dans le cours d'eau. Chaque ouvrage avait alors été équipé de dispositifs de franchissement par les poissons ; mais certains de ces dispositifs se révèlent aujourd'hui peu efficaces. Cela découle de choix techniques effectués à l'époque, ainsi que de la poursuite de l'enfoncement du lit du cours d'eau à l'aval.

L'Institution Adour s'engage dans la mise en place d'une politique globale d'amélioration du franchissement de ces sept seuils sur la période 2019-2021, dans le cadre d'une démarche coordonnée qui assurera une cohérence à la fois écologique et technique, en favorisant le raisonnement à l'échelle de l'axe et la compatibilité des solutions retenues pour chacun des sites, et permettra une économie d'échelle pour la réalisation des travaux. Les travaux seront réalisés sur la période 2019-2021, pour un coût total estimé d'environ 3,5 millions d'euros TTC. Des aides publiques seront sollicitées, en particulier auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne et de l'Europe sur des fonds FEDER ; dans un contexte de tension budgétaire pour les collectivités locales, l'Institution Adour recherche également des partenaires privés pour contribuer à couvrir cette charge résiduelle.

En outre, le seuil de Nay, ouvrage le plus en amont sur le gave de Pau parmi ceux relevant de la responsabilité de l'Institution Adour, se situe à la limite aval du secteur des très bonnes zones de reproduction du saumon. L'Institution Adour projette d'installer, sur ce site, une station de suivi vidéo des migrations de poissons ; elle complètera le réseau des stations déjà existantes sur le gave de Pau et sur d'autres axes du bassin. Le comptage des migrations sur ce site contribuera à l'évaluation de l'efficacité des actions qui seront engagées. Ce suivi servira aussi à la communication à destination du grand public sur les enjeux de biodiversité du gave de Pau.

L'efficacité biologique de cette restauration sera renforcée par les travaux qui seront menés par d'autres maîtres d'ouvrage, sur une période similaire, sur près de 20 ouvrages sur le gave de Pau, principalement en amont de Nay, tant dans les Pyrénées-Atlantiques que dans les Hautes-Pyrénées. L'impact cumulé de ces interventions sur le cours d'eau permettra à l'ensemble des migrateurs de parvenir sur des habitats fonctionnels et ouvrira la voie au saumon vers ses meilleures zones de reproduction.

Le projet porté par l'Institution Adour contribuera à faciliter, à court terme, l'accès à des habitats de reproduction et croissance pour le saumon atlantique (environ 110 ha) et pour la grande alose et la lamproie marine (environ 110 ha également). La qualité des eaux du gave de Pau et son débit soutenu tout au long de l'année constituent des facteurs favorables à la restauration durable des populations de migrateurs, dont le saumon. La proximité avec le massif pyrénéen constitue un atout fort pour le maintien de ces populations parmi les plus méridionales d'Europe face au changement climatique global. Les déversements de jeunes saumons confirment la très bonne fonctionnalité du milieu, de même que les remontées observées ces toutes dernières années, les meilleures depuis



plus d'un siècle. Le potentiel pour les migrateurs du gave de Pau est en France et le plan de restauration du saumon engagé un des rares en Europe à présenter des gages de succès avérés.

Annexe 2. Localisation et étendue des surfaces concernées par le projet de l'annexe 1

La surface totale qui sera rendue accessible aux poissons migrateurs amphihalins par la restauration de la continuité écologique sur les seuils signalés dans l'annexe 1 est de l'ordre de 2.500 ha, les ouvrages concernés par le projet étant situés sur un linéaire d'environ 50 km de cours d'eau.

Les surfaces retenues au titre de Nature 2050 sont de l'ordre de 220 ha :

- environ 110 ha, correspondant aux habitats stratégiques pour le saumon atlantique en particulier, habitats déterminés par des études spécifiques. Les ouvrages concernés par le projet contrôlent, en effet, l'accès à la majeure partie des habitats de reproduction et de grossissement du saumon atlantique sur le bassin du gave de Pau ;
- et environ 110 ha, correspondant, en l'état actuel des connaissances, aux habitats de reproduction et de croissance des juvéniles de la grande alose et la lamproie marine.

Annexe 3. Suivi des résultats du projet de l'annexe 1

Le suivi des résultats découlant du projet exposé en annexe 1 se basera sur les éléments suivants (critères, indicateurs, et méthodes) :

- effectifs de poissons migrateurs colonisant le bassin : le nombre total de saumons, d'aloses et de lamproies marines sera recensé grâce aux stations de contrôle vidéo des migrations actuellement implantées sur l'axe (notamment celle sur l'ouvrage hydroélectrique EDF de Castetarbe, en aval) et grâce à celle qui sera implantée sur l'ouvrage le plus en amont concerné par le projet (seuil de Nay)
- front de colonisation des espèces sur l'axe (saumon et lamproie marine en particulier) : le linéaire effectivement colonisé (exprimé en de kilomètres à partir de l'embouchure) sera estimé par la combinaison de divers indices, comme le suivi aux stations de contrôle vidéo (voir ci-dessus) et les inventaires piscicoles récurrents menés par divers acteurs du bassin (Agence française pour la biodiversité, Migradour, etc.) ;
- efficacité de la reproduction naturelle : la reproduction effective des espèces amphihalines sera estimée par divers indices tirés, là encore, d'inventaires récurrents menés par divers acteurs du bassin (AFB, Migradour, etc.), comme les inventaires de frayères de saumon et de lamproie par des prospections depuis les berges et à l'aide d'embarcations et les inventaires de juvéniles (pour le saumon) par pêche électrique.

Ces divers éléments de suivi font partie des descripteurs et indicateurs servant au rapportage annuel et à l'évaluation du plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers, lors des sessions plénières du comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) et des réunions de ses groupes de travail *ad hoc*.